

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	53	22

N° de la séance : 10

Objet de la délibération : DGA / CV -
Maitrise d'ouvrage déléguée - Convention
cadre

- ☒ Original
- Expédition certifiée conforme à l'original
- Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2018.043

Date de la convocation :

Le 03/04/2018

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **16 AVR. 2018**

de la réception s/Préfecture
en date du **17 AVR. 2018**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services



Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 09 avril 2018

L'an deux mil dix-huit et le 09 avril à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de avril, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Serge MAUREL, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Angèle MURATORI, Colette ZALMA, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Albert CALAMUSO, Patrick CHAGNEAU, Yves DAHAN, Marina LONVIS, Anne-Marie DUMONT, Audouin RAMBAUD, Marc DAUNIS, Simone TORRES-FORET DODELIN, Jean-Pierre DERMIT, Michel VIANO, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Abderrazak SALOUH, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Valérie TIERAN-GNONI, Laurent COLLIN, Déborah MINEI, Khéra BADAoui

PROCURATIONS :

Jean-Bernard MION à Déborah MINEI, Joseph VALETTE à René TRASTOUR, André-Luc SEITHER à Anne-Marie DUMONT, Patrick DULBECCO à Audouin RAMBAUD, Jacques GENTE à Anne-Marie BOUSQUET, Cléa PUGNAIRE à Bernard MONIER, Afrim KACA à Jean LEONETTI, Eric DUPLAY à Marguerite BLAZY, Serge AMAR à Simone TORRES-FORET DODELIN, Patrice COLOMB-PONTOIRE à Yves DAHAN

ABSENTS :

Guy GIRAUD, Marie BENASSAYAG, Elisabeth JANIN, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Béatrice VIGNOLO, Martine SAVALLI, Françoise THOMEL, Barbara LANCE, Anne CHEVALIER, Matthieu GILLI, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Khéra BADAoui, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame DEBRAS,

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles dite loi « MAPTAM » ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République dite loi « NOTRe » ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) et notamment les dispositions des articles L.5211-17, L.5216-5 II 2° et L.5216-5 I 5° ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire n°CC.2017.125 du 9 octobre 2017 portant prise de la compétence « gestions des milieux aquatiques et prévention des inondations » et de missions hors GEMAPI » ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire n°CC.2017.126 du 9 octobre 2017 portant prise de la compétence « gestion des eaux pluviales ».

Ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2018, la C.A.S.A. exerce en lieu et place des communes membres la compétence relative à la gestion des milieux aquatiques et à la prévention des inondations, intégrée aux compétences obligatoires, ainsi que la compétence gestion des eaux pluviales, et ce au titre de ses compétences facultatives.

La C.A.S.A dispose de la maîtrise d’ouvrage des travaux d’aménagement et de l’exploitation des cours d’eau, vallons et ouvrages pluviaux publics. Ses compétences sont liées à des objectifs de gestion et d’amélioration des conditions hydrauliques et environnementales. Elles peuvent accompagner des projets d’urbanisme (extensions de réseaux, ...), mais ne couvrent pas les aménagements induits par des projets communaux de voiries et espaces publics, ou des opérations de restructuration urbaine.

Sont notamment concernés :

- Les travaux de réparation, renouvellement, amélioration et extension, des réseaux pluviaux collectant les ruissellements urbains,
- Les travaux de requalification hydraulique et environnementale des cours d’eau,
- Les bassins de rétention destinés à la protection contre les inondations,
- Les techniques alternatives de gestion des eaux pluviales (infiltration, ...).

Dans ce nouveau contexte, certains travaux programmés par les communes impactent les compétences récemment transférées à la C.A.S.A, en ce qu’ils comportent la réalisation de travaux plus ou moins importants sur les cours d’eau et les réseaux d’eaux pluviales qui peuvent relever de la C.A.S.A.

Aussi, afin de ne pas interférer sur la programmation de ces travaux, mais aussi d’optimiser les conditions techniques et financières de leur mise en œuvre, la C.A.S.A et les Communes membres s’accordent sur le principe de déléguer aux Communes, la Maîtrise d’Ouvrage des opérations sus mentionnées au travers de convention cadre.

Pour être validés par la C.A.S.A, les projets présentés par les communes doivent respecter les conditions suivantes :

- Efficacité hydraulique et non aggravation des débits en aval, démontrées par une étude hydraulique,
- Non dégradation voire amélioration environnementale,

- Opération sur domaine public, ou bénéficiant des servitudes et autorisations réglementaires sur domaine privé,
- Prise en compte des modalités de gestion ultérieure de l'ouvrage (facilités, coût,...).

La C.A.S.A assurera le financement des travaux à l'issue d'une instruction du dossier transmis par les communes. Par ailleurs, lorsque le projet technique retenu par la commune répond à des objectifs complémentaires sortant de la compétence de gestion des eaux pluviales et des inondations, et qu'il entraîne des travaux plus coûteux, la C.A.S.A participera financièrement à hauteur de la solution hydraulique de base dans le cadre de son Budget Annexe « Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations / Eaux Pluviales » dont la création fait l'objet d'une Délibération au cours de la séance de ce jour.

A l'issue de l'adoption des conventions cadres, des conventions subséquentes de maîtrise d'ouvrage déléguée par opération seront conclues entre la C.A.S.A et les communes. Ces conventions préciseront la description des travaux à réaliser ainsi que les modalités de financement.

En conséquence, il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver la convention cadre de maîtrise d'ouvrage déléguée, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Représentant de la C.A.S.A à signer ladite convention cadre ;
- de déléguer au Bureau Communautaire l'adoption des conventions subséquentes de maîtrise d'ouvrage déléguée, dont le projet est joint en annexe.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver la convention cadre de maîtrise d'ouvrage déléguée, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Représentant de la C.A.S.A à signer ladite convention cadre ;
- de déléguer au Bureau Communautaire l'adoption des conventions subséquentes de maîtrise d'ouvrage déléguée, dont le projet est joint en annexe.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 09 avril 2018
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI



**Convention cadre de maîtrise d'ouvrage déléguée de travaux
entre la C.A.S.A et la Commune**

Entre

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (C.A.S.A), représentée par _____, agissant en exécution de la Délibération du Conseil Communautaire n° en date du 9 avril 2018

D'une part,

Et

La Commune de _____, membre de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, représentée par son Maire, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du _____

Dénommée ci-après « **la Commune** »,

D'autre part,

Préambule

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles dite loi MAPTAM ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République dite loi NOTRe ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) et notamment les dispositions des articles L.5211-17, L.5216-5 II 2° et L.5216-5 I 5°;

Vu la délibération du Conseil Communautaire n° CC.2017.125 du 9 octobre 2017 portant prise de la compétence « gestions des milieux aquatiques et prévention des inondations » et de missions hors GEMAPI »;

Vu la délibération du Conseil Communautaire n° CC.2017.126 du 9 octobre 2017 portant prise de la compétence « gestion des eaux pluviales ».

Ainsi, depuis le 1er janvier 2018, la C.A.S.A. exerce en lieu et place des communes membres la compétence relative à la gestion des milieux aquatiques et à la prévention des inondations, intégrée aux compétences obligatoires, ainsi que la compétence gestion des eaux pluviales, et ce au titre de ses compétences facultatives.

Dans ce nouveau contexte, certains travaux programmés par les communes impactent les compétences récemment transférées à la C.A.S.A, en ce qu'ils comportent la réalisation de travaux plus ou moins importants sur les cours d'eau et les réseaux d'eaux pluviales qui peuvent relever de la C.A.S.A.

Afin de ne pas interférer sur la programmation de ces travaux, mais aussi d'optimiser les conditions techniques et financières de leur mise en œuvre, la C.A.S.A et la Commune s'accordent sur le principe de déléguer à la Commune, la Maîtrise d'Ouvrage de l'opération.

Ainsi la C.A.S.A finance la part des travaux relevant de ses compétences après instruction du dossier transmis par la Commune. La description des ouvrages à exécuter et les modalités précises de ce financement feront l'objet d'une convention subséquente.

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1 : Champ d'intervention de la C.A.S.A.

La C.A.S.A dispose de la maîtrise d'ouvrage des travaux d'aménagement et de l'exploitation des cours d'eau, vallons et ouvrages pluviaux publics. Ses compétences sont liées à des objectifs de gestion et d'amélioration des conditions hydrauliques et environnementales. Elles peuvent accompagner des projets d'urbanisme (extensions de réseaux, ...), mais ne couvrent pas les aménagements induits par des projets communaux de voiries et espaces publics, ou des opérations de restructuration urbaine.

Sont concernés notamment :

- Les travaux de réparation, renouvellement, amélioration et extension, des réseaux pluviaux collectant les ruissellements urbains,
- Les travaux de requalification hydraulique et environnementale des cours d'eau,
- Les bassins de rétention destinés à la protection contre les inondations,
- Les techniques alternatives de gestion des eaux pluviales (infiltration, ...).

Pour être validés par la C.A.S.A, les projets présentés par la commune doivent respecter les conditions suivantes :

- Efficacité hydraulique et non aggravation des débits en aval, démontrées par une étude hydraulique,
- Non dégradation voire amélioration environnementale,
- Opération sur domaine public, ou bénéficiant des servitudes et autorisations réglementaires sur domaine privé,
- Prise en compte des modalités de gestion ultérieure de l'ouvrage (facilités, coût, ...).

Ne relèvent pas des compétences de la C.A.S.A, les aménagements liés à la création ou à la réfection des voiries et espaces urbains. Pour mémoire, les collecteurs pluviaux appartenant au domaine privé (y compris communal) ou à d'autres maîtres d'ouvrage (Département, Escota, ...) n'ont pas été transférés à la C.A.S.A.

Article 2 : Compétences confiées au maître d'ouvrage

Le Maître d'Ouvrage délégué se voit confier par la présente la maîtrise d'ouvrage au sens de la loi du 12 juillet 1985 (Loi MOP) relative à la maîtrise d'ouvrage publique, pour les éléments qui suivent :

- Réalisation des études hydrauliques et études d'impact, élaboration des dossiers loi sur l'eau « déclaration, Autorisation DIG, ...) et suivi des procédures réglementaires ;
- Conduite des opérations foncières le cas échéant, ou mises en place des servitudes éventuellement nécessaires sur le domaine privé ;
- Le montage financier de l'opération et la recherche de subventions ;
- Conclusion, gestion administrative et financière du ou des marchés d'études préalables nécessaires à la réalisation de l'opération, notamment les études de faisabilité et d'opportunité et la de ce ou ces marchés ;
- Conclusion, gestion administrative et financière du ou des marchés de maîtrise d'œuvre nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- Conclusion, gestion administrative et financière du ou des marchés de contrôle technique nécessaires à l'ensemble de l'opération ;
- Conclusion, gestion administrative et financière du ou des marchés de coordination SPS pour l'ensemble de l'opération ;
- Conclusion, gestion administrative et financière du ou des marchés de travaux nécessaires à l'ensemble de l'opération ;
- Réception de l'ensemble des ouvrages ;
- Gestion de la garantie de parfait achèvement de l'ensemble des ouvrages nécessaires à l'opération ;
- Gestion de la garantie de bon fonctionnement attachée à l'ensemble des ouvrages de l'opération ;
- Gestion de la garantie décennale attachée à l'ensemble des ouvrages liés à l'opération ou impactés par celle-ci.

Pour les projets n'ayant pas démarré avant le 1^{er} janvier 2018, la nature et la conception des travaux souhaités par la commune feront l'objet d'une coordination et d'une validation préalable par la C.A.S.A pour les aspects GEMAPI et gestion des eaux pluviales.

De manière générale, la Commune se voit donc confier l'ensemble des tâches du maître d'ouvrage, des études de faisabilité des travaux à la réception des travaux jusqu'à la fin des délais de garantie.

Après réception des travaux, les ouvrages financés par la C.A.S.A et identifiés dans la convention subséquente relative à l'opération seront intégrés au patrimoine de la C.A.S.A qui en assurera la gestion.

Article 3 : Modalités de participation financière de la C.A.S.A

La C.A.S.A assurera le financement des travaux à l'issue d'une instruction du dossier par ses services.

Cette instruction vise à définir l'intérêt communautaire dans le projet, le respect des objectifs poursuivis par la C.A.S.A, et le montant de sa participation financière.

La Commune transmettra à la C.A.S.A un dossier comprenant tous les éléments techniques et financiers prévisionnels de l'opération envisagée, notamment :

- Dossier loi sur l'eau le cas échéant (déclaration ou autorisation, DIG) et arrêté préfectoral,
- Etude hydraulique et note sur les impacts, pour les projets non soumis à la loi sur l'eau,
- Plans et estimations du maître d'œuvre,
- Plan de financement et recettes prévisionnelles (subventions).

Pour les projets structurants dont le montant total dépasse 1 M€ HT, une analyse multicritère sera à établir, pour justifier de l'adéquation de l'investissement au problème à gérer.

Lorsque le projet technique retenu par la commune répond à des objectifs complémentaires sortant de la compétence de gestion des eaux pluviales et des inondations, et qu'il entraîne des travaux plus coûteux de couverture de vallon ou de busage (aménagement urbain ou élargissement de voirie par exemple), la C.A.S.A participera financièrement à hauteur de la solution hydraulique de base.

Le montant estimatif de participation de la C.A.S.A comprend les études et les travaux. Ce montant prévisionnel est révisable. Il sera ajusté en fonction du décompte général définitif des prestations dans la limite d'une variation de 10 % du coût total des opérations (sans que soit requis un avenant à la présente convention). Les recettes afférentes à cette opération seront affectées à la C.A.S.A au prorata de ses dépenses.

La Commune assure sans contrepartie financière la mission qui lui est confiée.

Article 4 : Obligations de la Commune

Dès que la présente convention aura un caractère exécutoire, la Commune pourra mettre en œuvre les obligations qui sont les siennes dans le cadre de la présente.

Il appartient à la Commune de transmettre tous les documents liés à la passation des marchés et à leurs exécutions à la C.A.S.A. Les documents transmis par les prestataires, programme, étude de conception..., devront faire apparaître le logo ainsi que le nom de l'ensemble des parties à la présente.

Les panneaux d'information placés sur le ou les chantiers devront comporter les logos et le nom de l'ensemble des parties.

La Commune assume pour l'ensemble de cette opération la totalité des obligations découlant de la loi du 12 juillet 1985 (Loi MOP) relative à la maîtrise d'ouvrage publique dans sa version en vigueur au jour de la signature de la présente.

Article 5 : Modalités de contrôle des parties

La Commune s'engage à associer la C.A.S.A aux décisions principales de la Maîtrise d'Ouvrage et à ce titre :

- Convier à un jury au moins un représentant de la C.A.S.A ;
- Inviter au titre des personnalités qui peuvent être présentes à une commission d'appel d'offres au moins un représentant de la C.A.S.A ainsi qu'un représentant des autres intervenants à l'opération ;
- Informer la C.A.S.A de manière complète et totale sur le déroulement des éléments de mission aux différentes phases de l'opération.

Article 6 : Responsabilités & Assurance

La souscription des assurances construction, et notamment « Tous Risques Chantier », « Dommage Ouvrage » et « Responsabilité Civile » incombe à la commune en sa qualité de Maître d'ouvrage délégué.

Une attestation d'assurance relative à l'opération de construction pour les garanties susvisées est remise au Maître d'Ouvrage C.A.S.A avant le commencement des travaux.

Article 7 : Personnes habilitées à engager la commune

Pour l'exécution des missions confiées à la Commune, seul Monsieur le Maire sera habilité à engager la responsabilité de la commune pour l'exécution de la présente convention.

Article 8 : Clauses de révision de la présente convention

La C.A.S.A établira son règlement des eaux pluviales, qui précisera son champ d'intervention. La présente convention cadre pourra faire l'objet d'avenants pour d'éventuelles mises en cohérence.

Fait en deux exemplaires à Sophia Antipolis,

**Le représentant
de la C.A.S.A,**

Le Maire de la commune



Convention subséquente de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la C.A.S.A et la Commune relative aux travaux de.....

Liminaire :

La Commune de ayant approuvé par délibération en date du XX la Convention cadre de maîtrise d'ouvrage déléguée de travaux, approuvée par délibération du Conseil Communautaire n°..... en date du 9 avril 2018,

Exposé des motifs :

La Commune de souhaiteOBJET DU PROJET.....

Certains travaux programmés par la commune impactent les compétences récemment transférées à la C.A.S.A, en ce qu'ils comportent la réalisation de travaux plus ou moins importants sur les cours d'eau et les réseaux d'eaux pluviales qui peuvent relever de la C.A.S.A. Afin de ne pas interférer sur la programmation de ces travaux, mais aussi d'optimiser les conditions techniques et financières de leur mise en œuvre, la C.A.S.A et la Commune s'accordent sur le principe de déléguer à la Commune, la Maîtrise d'Ouvrage de l'opération.

Entre :

D'une part,

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis C.A.S.A, dont le siège social est à la Mairie d'ANTIBES, cours Masséna 06600 ANTIBES, représentée par conformément à la délibération du Bureau Communautaire n° en date du,

Et

D'autre part,

La Commune de, représentée par son Maire,, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal du

Article 1 - Objet

La Commune de souhaiteOBJET DU PROJET.....

Le projet de la commune impacte les compétences récemment transférées à la C.A.S.A, en ce qu'ils comportent la réalisation de travaux plus ou moins importants sur les cours d'eau et les réseaux d'eaux pluviales qui peuvent relever de la C.A.S.A.

Afin de ne pas interférer sur la programmation de ces travaux, mais aussi d'optimiser les conditions techniques et financières de leur mise en œuvre, la C.A.S.A et la Commune s'accordent sur le principe de déléguer à la Commune, la Maîtrise d'Ouvrage de l'opération.

Article 2 : Compétences confiées au maître d'ouvrage

Le Maître d'Ouvrage délégué se voit confier par la présente la maîtrise d'ouvrage au sens de la loi du 12 juillet 1985 (Loi MOP) relative à la maîtrise d'ouvrage publique, pour les éléments qui suivent :

- Réalisation des études hydrauliques et études d'impact, élaboration des dossiers loi sur l'eau « déclaration, Autorisation DIG, ...) et suivi des procédures réglementaires ;
- Conduite des opérations foncières le cas échéant, ou mises en place des servitudes éventuellement nécessaires sur le domaine privé ;
- Le montage financier de l'opération et la recherche de subventions ;
- Conclusion, gestion administrative et financière du ou des marchés d'études préalables nécessaires à la réalisation de l'opération, notamment les études de faisabilité et d'opportunité et la de ce ou ces marchés ;
- Conclusion, gestion administrative et financière du ou des marchés de maîtrise d'œuvre nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- Conclusion, gestion administrative et financière du ou des marchés de contrôle technique nécessaires à l'ensemble de l'opération ;
- Conclusion, gestion administrative et financière du ou des marchés de coordination SPS pour l'ensemble de l'opération ;
- Conclusion, gestion administrative et financière du ou des marchés de travaux nécessaires à l'ensemble de l'opération ;
- Réception de l'ensemble des ouvrages ;
- Gestion de la garantie de parfait achèvement de l'ensemble des ouvrages nécessaires à l'opération ;
- Gestion de la garantie de bon fonctionnement attachée à l'ensemble des ouvrages de l'opération ;
- Gestion de la garantie décennale attachée à l'ensemble des ouvrages liés à l'opération ou impactés par celle-ci.

Pour les projets n'ayant pas démarré avant le 1^{er} janvier 2018, la nature et la conception des travaux souhaités par la commune feront l'objet d'une coordination et d'une validation préalable par la C.A.S.A pour les aspects GEMAPI et gestion des eaux pluviales.

De manière générale, la Commune se voit donc confier l'ensemble des tâches du maître d'ouvrage, des études de faisabilité des travaux à la réception des travaux jusqu'à la fin des délais de garantie.

Après réception des travaux, les ouvrages financés par la C.A.S.A et identifiés dans la convention subséquente relative à l'opération seront intégrés au patrimoine de la C.A.S.A qui en assurera la gestion.

Article 3 : Modalités de participation financière de la C.A.S.A

La C.A.S.A assurera le financement des travaux à l'issue d'une instruction du dossier par ses services.

Cette instruction visera à définir l'intérêt communautaire dans le projet, le respect des objectifs poursuivis par la C.A.S.A, et le montant de sa participation financière.

La Commune transmettra à la C.A.S.A un dossier comprenant tous les éléments techniques et financiers prévisionnels de l'opération envisagée, notamment :

- Dossier loi sur l'eau le cas échéant (déclaration ou autorisation, DIG) et arrêté préfectoral,
- Etude hydraulique et note sur les impacts, pour les projets non soumis à la loi sur l'eau,
- Plans et estimations du maître d'œuvre,
- Plan de financement et recettes prévisionnelles (subventions).

Pour les projets structurants dont le montant total dépasse 1 M€ HT, une analyse multicritère sera à établir, pour justifier de l'adéquation de l'investissement au problème à gérer.

Lorsque le projet technique retenu par la commune répond à des objectifs complémentaires sortant de la compétence de gestion des eaux pluviales et des inondations, et qu'il entraîne des travaux plus coûteux de couverture de vallon ou de busage (aménagement urbain ou élargissement de voirie par exemple), la C.A.S.A participera financièrement à hauteur de la solution hydraulique de base.

Le montant estimatif de participation de la C.A.S.A comprend les études et les travaux. Ce montant prévisionnel est révisable. Il sera ajusté en fonction du décompte général définitif des prestations dans la limite d'une variation de 10 % du coût total des opérations (sans que soit requis un avenant à la présente convention). Les recettes afférentes à cette opération seront affectées à la C.A.S.A au prorata de ses dépenses.

La Commune assure sans contrepartie financière la mission qui lui est confiée.

Article 4 : Obligations de la Commune

Dès que la présente convention aura un caractère exécutoire, la Commune pourra mettre en œuvre les obligations qui sont les siennes dans le cadre de la présente.

Il appartient à la Commune de transmettre tous les documents liés à la passation des marchés et à leurs exécutions à la C.A.S.A. Les documents transmis par les prestataires, programme, étude de conception..., devront faire apparaître le logo ainsi que le nom de l'ensemble des parties à la présente.

Les panneaux d'information placés sur le ou les chantiers devront comporter les logos et le nom de l'ensemble des parties.

La Commune assume pour l'ensemble de cette opération la totalité des obligations découlant de la loi du 12 juillet 1985 (Loi MOP) relative à la maîtrise d'ouvrage publique dans sa version en vigueur au jour de la signature de la présente.

Article 5 : Modalités de contrôle des parties

La Commune s'engage à associer la C.A.S.A aux décisions principales de la Maîtrise d'Ouvrage et à ce titre :

- Convier à un jury au moins un représentant de la C.A.S.A ;
- Inviter au titre des personnalités qui peuvent être présentes à une commission d'appel d'offres au moins un représentant de la C.A.S.A ainsi qu'un représentant des autres intervenants à l'opération ;

- Informer la C.A.S.A de manière complète et totale sur le déroulement des éléments de mission aux différentes phases de l'opération.

Article 6 : Responsabilités & Assurance

La souscription des assurances construction, et notamment « Tous Risques Chantier », « Dommage Ouvrage » et « Responsabilité Civile » incombe à la commune en sa qualité de Maître d'ouvrage délégué.

Une attestation d'assurance relative à l'opération de construction pour les garanties susvisées est remise au Maître d'Ouvrage C.A.S.A avant le commencement des travaux.

Article 7 : Personnes habilitées à engager la commune

Pour l'exécution des missions confiées à la Commune, seul Monsieur le Maire sera habilité à engager la responsabilité de la commune pour l'exécution de la présente convention.

Fait en deux exemplaires à Sophia Antipolis,

**Le Représentant
de la C.A.S.A,**

Le Maire de la commune

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 09/04/2018
Numéro : CC_2018_043
Nature : DE - Deliberations
Objet : Maitrise d'ouvrage déléguée - Convention cadre
Matière : 8.8 - Environnement

Interlocuteur

Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : Keqqf9X

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 17/04/2018
Identifiant : 006-240600585-20180409-CC_2018_043-DE

Acte reçu

Date : 09/04/2018
Numéro interne : CC_2018_043
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 8
Objet : Maitrise d'ouvrage d'IA@gu@e - Convention cadre
Classification utilisée : 19/04/2017
Document : 99_DE-006-240600585-20180409-CC_2018_043-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 2
99_DE-006-240600585-20180409-CC_2018_043-DE-1-1_2.PDF
99_DE-006-240600585-20180409-CC_2018_043-DE-1-1_3.PDF

N